

À l'intérieur

Transformer
les défis en
opportunités
(Éthiopie)

Pages 4-5

Angola :
planifier au niveau
provincial

Pages 6-7

Changement
de paradigme
(Égypte)

Page 8

Les modèles
de simulation
deviennent
incontournables

Pages 10-11

La planification
de l'éducation en
plein essor

Page 12

Publications de
l'IIEP

Page 16

Les plans : futiles ou utiles ?



Même lorsque les plans n'atteignent pas tous leurs objectifs, leur élaboration recèle de nombreuses vertus.

Anton De Grauwe et Dorian Gay ▲ IIEP
a.de-grauwe@iiep.unesco.org d.gay@iiep.unesco.org

Dans son best-seller *Le Fardeau de l'homme blanc*¹, l'ancien économiste de la Banque mondiale, William Easterly, rappelle une « conclusion impopulaire » à propos de la lutte contre la pauvreté : « *les plans définitifs n'atteindront jamais leur objectif* ». Pour lui, les enjeux du développement sont trop complexes, trop tributaires du contexte, et l'avenir est trop incertain pour que des plans descendants soient efficaces. Il faut donc se fier aux « essayeurs », ceux qui examinent les problèmes un à un et font

confiance aux solutions originales expérimentées par des acteurs locaux. Il va encore plus loin en affirmant que les grands plans sont à l'origine des échecs de l'aide au développement depuis 50 ans.

De fait, bien des plans ont échoué. Pourquoi, dès lors, continuer à faire des recherches dans ce domaine, à former des planificateurs ou à aider les ministères de l'Éducation à concevoir des plans sectoriels ?

Les plans peuvent faire partie de la solution ...

L'échec d'un plan ne signifie pas que son processus d'élaboration a été vain. L'expérience de l'IIPE auprès de ministères de l'Éducation montre que, selon l'approche utilisée, les plans peuvent atteindre des objectifs qui dépassent les ambitions officiellement affichées.

Tout d'abord, l'élaboration d'un plan stratégique oblige les décideurs et les experts à avoir une vision claire de leurs priorités et des modalités permettant leur réalisation. Cette vision est précieuse, car elle rassemble le personnel autour d'un programme commun et évite rivalités et divisions. En outre, elle contribue à mobiliser des ressources nationales et internationales. Tout aussi important, cette étape de la formulation d'un plan peut servir à (re)motiver le personnel.

Le processus permet aussi de combler le fossé qui existe souvent entre décideurs politiques et techniciens, réalisant ainsi un consensus entre ambitions politiques et contraintes techniques. Au niveau de la conception des politiques stratégiques, la planification peut engendrer une dynamique grâce à laquelle les idées des acteurs sur le terrain déboucheront sur des solutions pratiques. Ces stratégies peuvent ensuite remonter tout au long de la chaîne décisionnelle, vers ceux qui contrôlent les ressources.

... mais à certaines conditions

Comment faire pour que la planification contribue effectivement à cette symbiose ? Tout d'abord, il faut adopter une approche participative qui privilégie la remontée des solutions tout en reconnaissant la nécessité de consultations horizontales – au niveau local, avec la société civile et, plus haut, entre départements ministériels et avec les partenaires du développement. D'où l'importance de processus qui permettent aux acteurs sur le terrain d'être impliqués



dans l'intégralité du cycle de la planification – depuis l'analyse sectorielle jusqu'à la mise en œuvre du plan et aux bilans ultérieurs.

Le processus de formulation doit ensuite trouver un équilibre subtil entre l'indispensable prise en compte des aspects techniques et le respect des priorités politiques – même si certaines peuvent sembler utopiques. Sans cet équilibre, on risque d'aboutir soit à un processus technocratique sans appui politique et incapable de mobiliser les acteurs locaux soit à un refus des arbitrages difficiles, ce qui tend à multiplier les initiatives inutiles visant à satisfaire les demandes politiques.

Enfin, l'impératif d'implication des parties prenantes une fois reconnu, se pose nécessairement la question de répondre à leurs besoins de développement des capacités, parfois importants. La solution passe par un engagement politique et un processus de formulation des plans qui s'inscrit dans le moyen terme, mais avec des implications à long terme pour le développement des capacités.

L'approche de l'IIPE

Lorsqu'il apporte son appui aux ministères de l'Éducation, l'IIPE respecte un principe fondamental : quelle qu'elle soit, l'initiative doit favoriser l'autonomie

technique et le leadership du pays concerné. La première priorité consiste donc à développer des capacités durables, ce qui passe par des programmes de formation réguliers. C'est pourquoi l'IIPE promeut la création d'instituts de formation nationaux et régionaux chargés de former les futures générations de planificateurs et de gestionnaires de l'éducation. Ensuite, l'Institut met son expertise technique et des outils pratiques (des modèles de simulation, par exemple) à la disposition des ministères tout en les conseillant sur la pertinence des évolutions et des tendances internationales au regard du contexte national. Enfin, il apporte un soutien moral et sert d'intermédiaire pour la formulation des plans.

L'IIPE espère ainsi aider les pays à élaborer des plans crédibles qui leur permettent de favoriser l'alignement des partenaires au développement sur des priorités décidées au niveau national. Le renforcement de l'autonomie des ministères et la promotion de processus de décision participatifs favorisent aussi des relations plus équilibrées au sein de la communauté internationale d'aide au développement, toujours marquée par des relations de pouvoir inégales. ■

¹ Easterly, W. 2009, *Le Fardeau de l'homme blanc : l'échec des politiques occidentales d'aide aux pays pauvres*, Genève : Éditions Markus Haller.

Khalil Mahshi

Directeur par intérim de l'IIPE

k.mahshi@iiep.unesco.org

La formulation de plans au service du développement des capacités

L'IIPE va bientôt fêter le 100^e volume de la série « Principes de la planification de l'éducation ». C'est donc l'occasion de revenir sur le titre inaugural, *Qu'est-ce que la planification de l'éducation ?* de Philip Coombs, directeur fondateur de l'Institut. Cet ouvrage n'a rien perdu de sa pertinence : sorti en 1970, il fait partie des publications les plus téléchargées sur le site web de l'IIPE.

Dans sa préface, Coombs indique que la méthodologie de la planification de l'éducation « est suffisamment souple et malléable pour se prêter à des situations fort différentes par l'idéologie, le niveau de développement, la forme de gouvernement ». On aurait donc tort d'attendre « de la planification de l'éducation une formule rigide et monolithique qui s'imposerait uniformément dans tous les cas ». L'expérience récente et actuelle de l'IIPE vient confirmer cette analyse. Les études de cas présentées ici couvrent des pays aux caractéristiques très diverses : situation de conflit ou de post-conflit (Afghanistan et Irak), décentralisation effective ou en cours (Angola et Égypte), États fédéraux (Éthiopie) et petits États insulaires (Seychelles). Ces pays se différencient aussi par la stabilité politique, les niveaux d'éducation et la disponibilité des données statistiques sur l'éducation.

Au fil des années, l'Institut a pu constater qu'un pourcentage élevé de diplômés du troisième cycle ou la présence d'une administration établie de longue date n'allaient pas automatiquement de pair avec un niveau de compétence suffisant en planification de l'éducation au sein des ministères de l'Éducation. Ces compétences s'acquièrent via un processus d'apprentissage par la pratique de la formulation de plans sectoriels avec préférentiellement, au départ, les conseils techniques ou l'accompagnement d'institutions extérieures engagées dans le développement des capacités. En outre, pour la pérennité de ces compétences, des structures et des mécanismes systémiques et institutionnels opérationnels (qui intègrent les parties prenantes et les partenaires) doivent être créés. Ils doivent participer à la formulation, la mise en œuvre et le suivi des plans sectoriels, et assurer la formation continue des planificateurs et des gestionnaires aux niveaux central et décentralisé (y compris dans les écoles).

Coombs poursuit : « Il n'est pas moins erroné de croire que la planification de l'éducation s'intéresse exclusivement à l'expansion quantitative de l'éducation ». Ce malentendu tient en partie « à l'emploi intensif que la planification fait des statistiques (quand elles sont disponibles) ». Pourtant, la planification peut se faire, et se fait souvent, sans statistiques, comme il y a cinq ans, lors de l'élaboration du premier plan sectoriel pour l'éducation en Afghanistan. Cette expérience montre qu'une approche participative et un processus d'apprentissage par la pratique – indépendamment du document de plan final – favorisent le développement de capacités de planification dans un pays. ■

Les plans : futiles ou utiles ?	1
Éditorial : La formulation de plans au service du développement des capacités	3
Transformer les défis en opportunités (Éthiopie)	4
Afghanistan : l'apprentissage par la pratique	5
Angola : planifier au niveau provincial	6
Seychelles : l'éducation au coeur du processus de développement	7
Changement de paradigme (Égypte)	8
Irak : un plan sectoriel conjoint	9
Les modèles de simulation deviennent incontournables	10
Planifier la réforme dans un programme de formation	11
La planification de l'éducation en plein essor	12
Décentralisation : les défis de la réussite	13
Les défis du financement de l'éducation de base – Forum des politiques éducatives 2010	13
Une nouvelle offre plus souple de formation	14
Programme d'activités	15
Réunion du Groupe international de travail sur l'éducation (GITE)	15
Publications de l'IIPE	16



Imprimé sur papier recyclé

La *Lettre d'information de l'IIPE* est publiée trois fois par an en anglais, en espagnol et en français, et deux fois par an en russe.

Les articles peuvent être reproduits sans autorisation préalable à condition que la source soit citée.

Les appellations employées dans ce document n'impliquent aucune prise de position de la part de l'UNESCO ou de l'IIPE quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

Toute correspondance doit être adressée au :
Rédacteur en chef

Institut international de planification
de l'éducation (IIPE-UNESCO)
7-9 rue Eugène Delacroix,
75116 Paris, France

Tél : +33.1.45.03.77.00 Fax : +33.1.40.72.83.66

newsletter@iiep.unesco.org

www.iiep.unesco.org



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Institut international de
planification de l'éducation



Transformer les défis en opportunités

Les défis liés à l'élaboration du plan stratégique de l'Éthiopie ont été une source d'inspiration

Anton De Grauwe ▲ IPE
a.de-grauwe@iiep.unesco.org

Le processus de préparation d'un plan stratégique est pratiquement toujours empreint de divergences, surtout dans un État fédéral. Pour autant, l'expérience récente de l'IPE en Éthiopie montre que ces dernières, loin de constituer un frein, peuvent nourrir le processus.

Depuis 15 ans, l'Éthiopie a élaboré trois plans à moyen terme à travers son Programme de développement du secteur de l'éducation (PDSE). En accord avec l'IPE et le Bureau de l'UNESCO à Addis-Abeba, il a été décidé que l'Institut appuierait la préparation du quatrième plan, le PDSE IV. Depuis juillet 2009, l'IPE a réalisé plusieurs missions, organisé des ateliers, des formations et des réunions de discussion qui lui ont permis de travailler aux côtés du ministère et sous sa direction. Des divergences sont apparues au cours du processus, dont certaines étaient inhérentes à la préparation d'un plan

stratégique dans un État fédéral, et d'autres liées à l'approche du développement des capacités adoptée par l'IPE.

Planifier dans un État fédéral

Le choix entre un processus de planification « descendant » ou « ascendant » a été une première source de divergences. Dans un processus descendant, le ministère fédéral élabore un plan pour tout le pays. Ensuite, chaque région conçoit le sien, en adaptant les directives fédérales à la spécificité du contexte, mais dans le respect des grands objectifs, cibles et options stratégiques du projet fédéral. Dans une approche ascendante, le processus démarre en région, chacune élaborant son propre plan. Le ministère fédéral doit ensuite intégrer les différents plans régionaux dans un document fédéral défendant une vision commune mais respectueuse des particularismes régionaux.

Le ministère fédéral éthiopien a opté pour une solution intermédiaire : concevoir parallèlement le plan fédéral et les 11 plans régionaux avec l'aide de l'IPE. Toutefois, deux défis ont surgi. Le premier était d'ordre pratique : l'IPE n'avait pas les moyens financiers et (surtout) humains pour soutenir de front 12 processus de planification. Le second était plus complexe : comment harmoniser des processus parallèles ? Qui dirige et quelle vision doit prévaloir ?

La démarche adoptée a consisté à organiser plusieurs ateliers au début du processus pour réunir les acteurs fédéraux et régionaux. Une fois les priorités communes identifiées, le ministère fédéral a travaillé avec l'IPE pendant que des experts fédéraux aidaient les instances régionales. Les personnels régional et fédéral ont ainsi pu discuter des résultats passés et évoquer les défis et les futures priorités. Chaque région a aussi pu élaborer un plan adapté à sa situation spécifique. Le seul inconvénient de cette approche est de ne pas systématiquement anticiper les difficultés rencontrées par le ministère pour apporter une aide et des conseils cohérents aux régions.

Rassembler les acteurs

La deuxième divergence, plus classique, a opposé décideurs et experts techniques. Chaque groupe

a un mandat et un rôle bien distincts. Les experts donnent les meilleurs conseils techniques, en proposant diverses alternatives ; les décideurs proposent la politique la plus susceptible de réussir, sans compromettre leurs engagements publics. Ces oppositions sont saines tant qu'elles contribuent à l'élaboration d'un plan solide techniquement et défendable politiquement. L'expérience éthiopienne montre l'importance de discussions périodiques entre ces deux groupes, la nécessité pour les experts de bien cerner la vision des politiques qui, à leur tour, doivent être ouverts aux arguments techniques. Si

les milieux politiques et techniques ne s'entendent pas, tout le processus en pâtit, engendrant des frustrations.

Processus contre produit

Une troisième divergence est liée à l'approche du développement des capacités adoptée par l'IIPE qui intègre à la fois le processus et le produit. L'Institut vise avant tout une collaboration réussie, qui renforce les capacités des experts nationaux et l'autonomie du ministère. Mais l'évaluation de la qualité du travail de l'IIPE est plus axée sur la qualité du produit final, le Plan,

que sur le processus. Bien sûr, le ministère et ses partenaires s'intéressent aussi à la qualité du plan. La tentation du court-circuit – sauter l'étape du développement des capacités pour consacrer davantage d'efforts au plan – est toujours présente, mais il faut y résister pour ne pas affaiblir l'autonomie et les capacités du ministère. Le ministère et l'IIPE ont donc instauré une étroite collaboration collégiale dans laquelle l'expertise technique de l'Institut confortait le leadership en termes de politique du ministère. ■

Afghanistan : l'apprentissage par la pratique

Lynne Bethke ▲ InterWorks
et Dorian Gay ▲ IIPE
d.gay@iiep.unesco.org

Malgré des difficultés persistantes, les capacités nationales de planification s'améliorent d'un plan stratégique à l'autre

Fin 2008, le ministère afghan de l'Éducation s'est attelé à son deuxième Plan national stratégique pour l'éducation 2010-2014 (PNSE-2). Le Département de la planification (DoP) a dirigé et coordonné ce processus avec un appui limité des partenaires du développement. Des réunions de consultation avec des représentants du ministère et de chaque province du pays ainsi que des partenaires du développement ont permis de recueillir les idées de chacun sur les évolutions voulues dans les cinq prochaines années.

Depuis leur première collaboration en 2002, l'IIPE et le ministère ont établi un étroit partenariat. Cette relation de longue date a permis de développer les capacités du ministère à travers une approche d'« apprentissage par la pratique ». Au cours du processus de formulation du PNSE-2, le ministère a spécifiquement requis l'aide de l'IIPE pour concevoir un modèle de projection destiné à produire différents

scénarios de planification. Grâce à l'expérience acquise avec le PNSE-1, le ministère était plus à même de diriger et concevoir un second processus participatif.

Le nouveau plan est mieux adapté à l'organisation du ministère et davantage aligné sur la stratégie nationale de développement de l'Afghanistan (SNDA) pour 2008-2013. Comme dans le cas de la SNDA et des deux PNSE-1, le DoP intensifie les processus de planification stratégique au niveau des provinces. Le PNSE-2 est en cours de révision pour tenter d'obtenir l'aval de l'Initiative Fast Track (FTI) pour une mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous (EPT) (cf. page 12). En outre, le pays vient de lancer son nouveau plan national stratégique pour l'enseignement supérieur (PNSES) pour 2010-2014¹.

L'éducation afghane progresse à pas de géant depuis 2003 : plus de 6 millions d'enfants sont désormais scolarisés, dont presque 40 % sont des filles – soit une augmentation

supérieure à 5 millions en six ans. Ces progrès interviennent alors que le pays est toujours en butte à de graves problèmes de sécurité et doit gérer les conséquences de décennies de conflit. Les perspectives de l'éducation évolueront certainement au cours de la phase de mise en œuvre, mais le processus de planification conduit par le ministère est un élément décisif pour favoriser l'appropriation d'une vision à long terme qui vise à offrir une éducation de qualité à tous les enfants d'Afghanistan. ■

¹ http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Afghanistan/Afghanistan_HESP_2010-2014.pdf



© IIEP

Angola : planifier au niveau provincial

Huit provinces
participent au
développement d'un
plan stratégique
d'éducation

Khadim Sylla ▲ IIEP
k.sylla@iiep.unesco.org

Développer l'éducation, c'est disposer de plans stratégiques qui reflètent une vision de l'avenir bâtie sur une connaissance poussée du présent, une évaluation des besoins, la définition de priorités et une estimation des moyens à mobiliser.

Cet exercice de planification s'opère généralement au niveau de l'administration centrale, détentrice des moyens financiers et du pouvoir décisionnel. En Angola, le ministère de l'Éducation a choisi de mener une expérimentation pilote, avec une approche participative qui place les provinces au centre du dispositif de planification. En introduisant graduellement cette approche dans huit provinces, les autorités ont misé sur la proximité, avec l'objectif de prendre davantage en considération les préoccupations locales, tout en favorisant une réelle implication des

acteurs du terrain. Cette proximité confère aux plans une dimension plus réaliste, souvent absente de nombreux plans nationaux, car elle rend plus aisés le choix des priorités ainsi que l'évaluation des ressources. Enfin, l'exigence d'une gestion plus rationnelle de l'éducation, dans un pays très vaste et dont la population est très diverse, induit une approche déconcentrée du processus d'élaboration des plans.

Toutefois, même si cette démarche ascendante convient parfaitement à la planification de l'éducation, sa réussite dépend des compétences, des responsabilités et des attributions des directions provinciales. Soucieux de renforcer les capacités des planificateurs du niveau provincial, le ministère de l'Éducation a sollicité l'IIEP dans le cadre d'un partenariat avec l'Union européenne. L'objectif consiste à former les planificateurs et les gestionnaires des provinces à la maîtrise des outils et aux méthodes d'élaboration de plans ainsi qu'à les accompagner dans la conception de stratégies provinciales crédibles.

L'appui de l'IIEP s'intègre dans un cadre plus général où interviennent très activement la Direction nationale de la planification (GEPE) et le Projet d'appui à l'enseignement primaire (PAEP¹). Cette synergie renforce l'impact du processus de développement des capacités, capitalise pleinement les ressources disponibles et favorise une pérennisation des acquis. Elle vise aussi à faire émerger une masse critique de compétences au niveau local et un leadership capable de soutenir efficacement la politique gouvernementale en matière d'éducation.

Cependant, élaborer des plans sans disposer de données statistiques suffisantes et fiables est un exercice périlleux qui risque d'altérer la crédibilité des choix stratégiques. Les données sont nécessaires, non seulement pour l'évaluation de l'état actuel du système éducatif, mais aussi pour les projections et simulations, indispensables dans une démarche prospective. Or, dans les municipalités des provinces pilotes concernées, même si les situations sont variables, les données sont globalement de mauvaise qualité. Les efforts actuellement fournis par les autorités nationales, avec l'appui de l'Institut de statistique de l'UNESCO, devraient améliorer le système d'information

du ministère et la qualité des données produites.

Les leçons de l'expérience

Le processus en cours ne s'achèvera que fin 2010 ou courant 2011, mais deux observations majeures peuvent néanmoins être faites. La première est la mobilisation remarquable des directions provinciales et l'émulation positive née de l'interaction au sein et entre les équipes. Les formations qui ont eu lieu à chaque étape du processus ont été des moments privilégiés d'échange et de partage d'expériences,

démontrant la progression constante des participants, tant individuellement que collectivement.

La seconde observation tient au changement d'attitude des participants. Ils ont adopté une approche de plus en plus scientifique des questions éducatives, n'hésitant plus à exiger des preuves ou des informations justificatives et montrant ainsi une conscience accrue quant à la nécessité de disposer de données de qualité à l'avenir. ■

¹ Les experts du PAEP sont déjà à l'œuvre dans les régions pilotes.

Seychelles : l'éducation au coeur du processus de développement

Bernard Shamlaye ▲ ministre de l'Éducation, Seychelles

Bernard Shamlaye, ministre de l'Éducation des Seychelles, revient sur le Plan d'action pour la réforme de l'éducation, qui conjugue développement des capacités et consultations

Dans un contexte de globalisation, la République des Seychelles doit, malgré sa petite taille, relever les mêmes défis que les autres nations et aspire aux mêmes résultats socio-économiques. La stratégie de développement du pays vise essentiellement à mobiliser tous les secteurs afin de doubler le produit intérieur brut (PIB) en dix ans. L'éducation a un rôle crucial à jouer pour le développement des ressources humaines. Or, si elle veut gagner ce pari, elle doit nécessairement poursuivre sa transformation.

Plan d'action pour la réforme de l'éducation 2009-2010

Un rapport indépendant sur le système éducatif, réalisé en 2008 à la demande du Président de la République, a servi de point de départ à l'actuel Plan d'action pour la réforme de l'éducation (PARE) 2009-2010¹. Fort de ce bilan, le Président

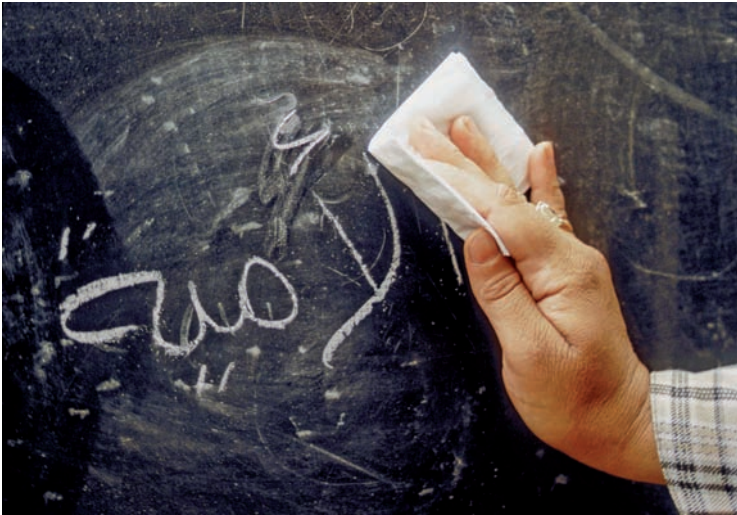
a constitué un Comité stratégique national pour l'éducation et la formation dont les travaux ont permis d'identifier cinq domaines prioritaires de réforme qui forment l'ossature du PARE. Devant l'urgence posée par l'agenda de la réforme, un plan de deux ans (2009-2010) axé sur la consultation et le développement des capacités a été formulé par un comité de supervision. Par ailleurs, un groupe de réflexion réunissant différentes parties prenantes a été constitué autour de chacun des cinq domaines prioritaires pour apporter conseils et soutien aux groupes de travail chargés d'élaborer le plan. Les médias ont informé les parties prenantes et le grand public sur les différentes étapes du processus. Les partenaires internationaux ont également été consultés et l'UNESCO (via son Bureau de Dar-es-Salaam et l'IIPE) a notamment organisé un atelier sur la planification stratégique pour les

personnels du ministère de l'Éducation associés à la conception du PARE (pour beaucoup, c'était une expérience nouvelle).

Vers une stratégie à plus long terme

Le PARE 2009-2010, qui a été validé en août 2009, oriente la réforme actuelle du système éducatif. Les résultats obtenus en peu de temps sont très satisfaisants et le processus a été riche de leçons que le ministère de l'Éducation va mettre à profit dans son nouveau défi : concevoir un plan stratégique à plus long terme qui soit le reflet de la stratégie de développement du pays. ■

¹ http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Seychelles/Seychelles_Education_Reform_Action_Plan_2009-2010.pdf



© Hany Ali Ahmed, UNESCO.

Changement de paradigme

Le plan stratégique national pour la réforme de l'éducation en Égypte mise sur une approche collective

Ghada Gholam ▲ Bureau de l'UNESCO au Caire et Bureau régional de l'UNESCO pour les sciences
g.gholam@unesco.org

L'Égypte est l'un des premiers pays arabes à avoir travaillé avec l'IIPE à l'élaboration d'un Plan stratégique national pour la réforme de l'enseignement pré-universitaire (2007/2008 – 2011/2012). Il se distingue des autres tentatives de réforme de l'éducation engagées dans le monde par son ambition et sa portée globale.

Le Plan stratégique (sous-titré « Vers un changement de paradigme éducatif ») traduit l'engagement de l'Égypte en faveur d'une approche globale, durable et collective pour garantir à tous une éducation de qualité et édifier une société du savoir. Il s'articule autour de sept éléments clés : l'accès et la participation ; les enseignants ; la pédagogie ; les programmes d'études et l'évaluation des apprentissages ; les manuels et les supports d'apprentissage ; la gestion et la gouvernance ; une stratégie d'amélioration de la qualité.

Douze domaines prioritaires, organisés en trois groupes, ont été identifiés : la qualité des programmes (programmes scolaires et technologie

didactique ; réforme des écoles ; développement des ressources humaines et formation professionnelle) ; la gestion des programmes (décentralisation ; TIC ; suivi et évaluation ; bâtiments) ; la livraison et la qualité des programmes d'accès (petite enfance ; enseignement fondamental ; enseignement secondaire ; éducation communautaire ; éducation des enfants aux besoins spéciaux). Le Plan fait de la réforme des écoles l'élément central de la réforme globale de l'éducation.

Principaux progrès et enseignements

À la demande du ministère de l'Éducation et avec le soutien de la Banque mondiale, le Bureau de l'UNESCO au Caire a entrepris un examen de la réforme pour 2003-2008. Ce travail a montré les effets positifs de la réforme à différents niveaux (administration centrale, gouvernorats, districts et écoles) et mis en évidence un mouvement populaire en faveur de la réforme, grâce à l'implication des parties prenantes (acteurs, intervenants sur le terrain et, surtout, bénéficiaires visés – enfants, enseignants et parents).

Le rapport sur la première année d'application du Plan stratégique (2007/2008) fait apparaître des progrès sensibles dans la mise en œuvre de la plupart des programmes et activités prévus : création de l'Académie professionnelle des enseignants ; pilotage de la décentralisation dans trois gouvernorats et début de décentralisation de l'impression et de la distribution des manuels scolaires ; préparation des écoles à l'accréditation en lien avec la réforme des établissements ; création d'unités de contrôle qualité et de support technique ; fixation d'indicateurs nationaux ; amélioration des taux bruts de scolarisation au niveau de la petite enfance ; achèvement des infrastructures de TIC.

Cette première année de fonctionnement nécessite de revoir certaines priorités (enseignement communautaire, enseignement secondaire et institutionnalisation de la décentralisation).

Le rapport annuel d'avancement accroît la transparence du Plan stratégique et montre la marche à suivre. C'est un modèle excellent, qui devrait servir d'exemple aux pays arabes et au reste du monde. Merci à l'IIPE pour son précieux soutien. ■

Irak : un plan sectoriel conjoint

Développer les capacités pour
achever la stratégie nationale
d'éducation

Ibtisam Abu-Duhou ▲ directrice, Educational
Development and Research Consultancy Pty Ltd
ibtisamabuduhou@gmail.com

Jusqu'aux années 1990, le système éducatif irakien était considéré comme l'un des meilleurs de la région. La constitution du pays garantissait la gratuité de l'éducation, du primaire au supérieur, et s'engageait à éradiquer l'illettrisme.

Aujourd'hui, le système est l'un des plus mauvais : en 2006, le taux net de scolarisation (TNS) en primaire était tombé de 90,8 % (en 1990) à 86 %, et le taux d'alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans a chuté sur la même période de 78,6 à 70 %. En 2003, le TNS était de 42 % dans le secondaire et de 15,4 % dans le supérieur, bien en-deçà des moyennes régionales. Le système connaît de graves problèmes de capacités : inadéquation des infrastructures, fortes disparités entre gouvernorats, dépenses publiques en repli, faible taux de participation dans le niveau préscolaire et manque d'implication du secteur privé.

Deux secteurs, trois partenaires, quatre ministères

Conscient de l'importance des capacités humaines et techniques pour reconstruire et



© Linda Shen, UNESCO.

réformer son système éducatif, le Gouvernement irakien s'oriente vers l'élaboration d'une stratégie nationale visant à développer deux secteurs essentiels : l'enseignement général et l'enseignement supérieur.

Trois partenaires du développement – l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale – apportent leur soutien au renforcement des capacités afin de finaliser la stratégie nationale d'éducation via divers ateliers. Cette collaboration entend renforcer les capacités techniques des quatre ministères (ceux de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur d'Irak et de la région autonome du Kurdistan) par le biais de la coopération, de la communication, de la responsabilité et de l'engagement.

Ateliers pratiques

L'IIPE s'est associé à ces efforts en apportant son assistance technique et en organisant des activités de formation. Un programme complet de formation et d'assistance technique a été mis au point pour les ministères. Il se focalise sur les compétences de planification nécessaires à la formulation d'un plan stratégique pour l'éducation nationale. Cinq ateliers de formation ont été tenus sur le diagnostic du secteur de l'éducation, les cadres stratégiques et les modèles de projection et de simulation. D'autres formations porteront sur la fixation d'objectifs et la mise en place de systèmes de pilotage, la construction de scénarios et le

calcul des coûts ainsi que sur la préparation et la coordination. Toutes ces sessions de formation sont conçues et animées par l'IIPE.

Entre chaque atelier, une assistance technique et un suivi seront assurés pour les ministères concernés, soit à distance par l'IIPE, soit localement par des organisations partenaires.

Côté irakien, un groupe technique participe aux ateliers et se charge de concevoir la stratégie conformément aux consignes données par l'IIPE. Le mécanisme de mise en œuvre a été défini pour permettre la conception en temps voulu d'une stratégie d'éducation nationale et une coordination efficace entre chacun des partenaires du développement et les ministères. ■



Des outils de décision et de concertation

En liant les niveaux d'enseignement et les différentes variables (élèves des différents niveaux, enseignants et autres personnels, classes, salles de classe, équipements, manuels, moyens financiers), les modèles de simulation facilitent la réalisation des projections et permettent d'assurer leur cohérence. Ils permettent, par exemple, de mesurer et de prendre en compte les effets de la variation d'un paramètre de scolarisation dans l'enseignement primaire sur les niveaux éducatifs supérieurs.

En automatisant les calculs, les modèles permettent de tester différentes hypothèses en modifiant les objectifs et les paramètres des projections. Ils deviennent alors des outils d'aide à la décision. Un objectif politique peut être rapidement analysé du point de vue de son impact éventuel sur les autres niveaux d'enseignement, et du point de vue des implications matérielles et financières. Outre l'aide apportée aux décisions sur les objectifs et stratégies, les modèles peuvent être utiles au dialogue politique en apportant des bases objectives aux discussions et aux recherches de consensus.

Réalisme financier

En confrontant le chiffrage financier du plan aux projections des budgets potentiels estimés à partir des perspectives économiques, les modèles de simulation permettent également d'assurer le réalisme financier des plans de développement éducatif. Ils peuvent intégrer les cadres de dépenses à moyen terme, lorsque les projections des coûts sont effectuées selon la nomenclature budgétaire.

En mettant en évidence l'écart entre les coûts projetés et les budgets potentiels, les modèles de simulation permettent aussi d'identifier un besoin de financement non satisfait par les ressources nationales et d'appuyer ainsi les discussions avec les partenaires financiers. Cela est particulièrement utile pour les pays dont l'aide au développement dépend d'un accord avec leurs partenaires sur les stratégies suivies.

Les modèles de simulation deviennent incontournables

Aujourd'hui, les plans de développement de l'éducation doivent obligatoirement s'accompagner d'un scénario quantitatif et d'un chiffrage financier

Serge Péano ▲ IIEP
s.peano@iiep.unesco.org

Établir un plan de développement ne signifie plus seulement effectuer un diagnostic de l'état du système éducatif, identifier les problèmes, fixer des objectifs et définir des stratégies pour les résoudre. Désormais, il faut aussi identifier les moyens à mobiliser pour mettre en œuvre ces objectifs et stratégies et s'assurer que leur financement est possible. Un scénario quantitatif permet en effet d'anticiper l'évolution des effectifs d'élèves, les besoins en personnel, en infrastructures et en équipements divers, et de les traduire en besoins financiers.

Renforcer les capacités nationales

L'IIPE apporte son appui aux pays qui souhaitent développer des outils de simulation. Son approche privilégie le développement des capacités nationales en construisant des outils adaptés aux spécificités de chaque pays et à sa vision de son futur système éducatif.

Depuis trois ans, l'IIPE offre également une formation spécialisée de deux semaines, ouverte à des participations ponctuelles, sur les bases techniques du développement

de modèles de simulation.

Lorsqu'il est sollicité pour un appui technique, l'IIPE encourage le renforcement des capacités nationales en impliquant les cadres nationaux dans le développement des modèles et/ou en offrant de la formation. Actuellement, l'IIPE travaille sur les modèles de simulation avec l'Afghanistan, l'Angola, l'Éthiopie et l'Irak.

L'IIPE contribue à l'effort conjoint de l'UNESCO et d'autres agences de coopération pour faciliter l'accès aux outils de simulation. Les modèles développés par l'UNESCO (EPSsim, AnPro, le modèle

de simulation financière du Pôle de Dakar, ou les modèles de l'IIPE) ainsi que certains autres, sont accessibles sur le site <http://inesm.education.unesco.org>. ■

.....
Pour des informations sur le cours de l'IIPE sur les modèles de simulation : www.iiep.unesco.org/fr/developper-les-capacites/training/cours-organises-a-liipe/stagiaires-visiteurs.html

Planifier la réforme dans un programme de formation

Marcelo Souto Simão ▲ IIPE-
Buenos Aires
msouto@iipe-buenosaires.org.ar

En Angola, la réforme intègre planification des politiques et formation



© Marc Hoïer, UNESCO

Demandez à un décideur comment réformer une situation quelconque ... il vous répondra à coup sûr : « Formez les gens ! ». Si une transformation réussie passe par le développement des ressources humaines, il est tout aussi vrai que l'évolution des institutions ne passe pas seulement par la formation. Si elle doit devenir un pilier de la réforme, il faut qu'elle soit cohérente et adaptée aux conditions de travail des participants, tout en considérant la manière de réformer ces conditions. L'expérience actuelle de l'IIPE en Angola offre d'utiles perspectives à cet égard.

L'Angola met en œuvre, depuis 2002, un Plan de réforme de l'éducation qui a permis d'obtenir des progrès significatifs. Pourtant, la question du système d'inspection reste

non résolue. Le ministère de l'Éducation a donc sollicité l'IIPE pour concevoir un programme de formation destiné aux inspecteurs, dans le cadre d'un projet de coopération plus vaste financé par l'Union européenne (cf. page 6).

En 2009, l'IIPE a animé les réflexions d'un groupe de travail sur les politiques d'inspection scolaire en Angola, présidé par le vice-ministre de la Réforme de l'éducation qui a réuni près de 30 hauts fonctionnaires des services nationaux et provinciaux. Le groupe de travail a établi un dialogue approfondi sur la finalité du système d'inspection, son état actuel, les réformes nécessaires et la mise au point de directives pour aider les professionnels concernés dans leur quête de qualité.

Le groupe s'est accordé sur un programme d'action élargi, qui prévoit la révision du cadre normatif, le recrutement de nouveaux inspecteurs, la délivrance d'autres services au niveau des établissements et, bien entendu, une formation. Autrement dit, cette

rencontre s'est apparentée à un exercice de planification de politiques visant à renforcer le système d'inspection.

En 2010, l'IIPE coordonnera un programme de formation pour huit équipes d'inspection dans les provinces avec le soutien d'experts nationaux et adoptera une approche de « réflexion dans l'action ». Cette stratégie pédagogique engagera les inspecteurs dans un débat sur le nouveau modèle d'inspection et la mise au point de nouveaux outils de travail. Tout en se formant, ils seront eux-mêmes planificateurs et pourront donc assumer un rôle moteur dans la réforme. ■



La planification de l'éducation en plein essor

Les stratégies de l'Initiative Fast Track pour une mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous

Bob Prouty ▲ directeur, Initiative Fast Track
Deepa Srikantaiah ▲ Consultant, Initiative Fast Track

L'Initiative Fast Track (FTI) pour une mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous (EPT) est un partenariat mondial qui rassemble pays en développement, bailleurs de fonds, organisations de la société civile (OSC) et organisations multilatérales (Banque mondiale, UNICEF, UNESCO) aux fins d'accélérer les progrès vers l'universalisation d'un enseignement primaire de qualité à l'horizon 2015.

La FTI, principal acteur dans de nombreux pays en développement partenaires, œuvre à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) relatifs à l'éducation. Elle fournit des moyens financiers et techniques pour permettre aux pays de concevoir et de mettre en œuvre des politiques éducatives saines. Par ailleurs, elle pilote et évalue les progrès vers l'EPT et diffuse des informations stratégiques et des politiques sur les meilleures pratiques éducatives.

À ce jour, 41 pays à faible revenu¹ ont soumis des plans sectoriels d'éducation à l'aval du partenariat FTI. Pour chacun, un groupe local des partenaires de l'éducation (GLE) évalue les forces et les faiblesses des stratégies et anime un dialogue permanent sur les politiques tout au long de la mise en œuvre du programme.

Une fois la stratégie validée, le partenariat FTI apporte son aide financière et technique. Pour appuyer la conception d'un plan d'éducation ou d'une stratégie provisoire, ou pour mettre en œuvre les composantes de l'éducation de base du plan ou de la stratégie, les pays partenaires peuvent demander des fonds aux bailleurs/agences, ou directement aux fonds fiduciaires de l'Initiative. L'essentiel de l'appui technique est fourni à travers les GLE. Des experts du Secrétariat de la FTI conseillent chaque pays tout au long des processus prévus.

Impliquer tous les partenaires

Récemment, le partenariat FTI s'est efforcé de renforcer ses capacités pour mieux répondre aux besoins des pays partenaires et relever les défis liés à l'universalisation de l'éducation.

Il prévoit ainsi de donner davantage d'influence aux pays partenaires dans l'ensemble des processus de planification et de prise de décisions. À l'avenir, les grandes décisions de financement seront prises par le Conseil d'administration de la FTI et non plus uniquement par les bailleurs de fonds. Ensuite, le partenariat FTI, qui s'efforce d'accroître la qualité de l'éducation et de l'apprentissage, va mettre en place un système de suivi des résultats des élèves en lecture dans les pays partenaires et rendra compte des initiatives qui visent à améliorer les indicateurs qualitatifs. Par ailleurs, l'Initiative est en train de mettre en place un cadre de résultats pour faciliter la responsabilité mutuelle. Ainsi, outre les engagements pris par les pays en développement, cela permettra de clarifier ceux des bailleurs et des autres partenaires. Enfin, les programmes de suivi et d'évaluation du partenariat seront étoffés, pour pouvoir rendre compte des programmes localement.

La FTI évolue tout en poursuivant son objectif : éduquer tous les enfants. Pour plus d'informations : www.educationfasttrack.org/fr. ■

¹ À l'heure actuelle, le partenariat FTI travaille avec 41 pays en développement, dont 24 sont des pays d'Afrique subsaharienne. Pendant l'année scolaire 2006/2007, ces pays sont parvenus à faire reculer le nombre d'enfants non scolarisés, de 17.8 millions à 16.1 millions. En outre, depuis dix ans, les pays partenaires ont amélioré le taux d'achèvement du primaire, qui est passé de 58 à 68 %.

Décentralisation : les défis de la réussite

Le séminaire organisé par l'IIPE en Ouganda s'est intéressé au rôle des bureaux locaux dans la décentralisation de l'éducation.

Candy Lugaz ▲ IIPE
c.lugaz@iiep.unesco.org

« Les défis de la réussite » : tel était l'intitulé volontariste du séminaire sur la décentralisation de l'éducation, organisé par l'IIPE, du 10 au 12 février 2010, à Entebbe (Ouganda), avec la collaboration du ministère de l'Éducation et des Sports. En s'appuyant sur les résultats d'une recherche menée en 2009 au Kenya, au Lesotho et en Ouganda, les participants ont discuté du rôle des bureaux locaux d'éducation et des difficultés qu'ils rencontrent dans un contexte décentralisé.

Près de 45 personnes ont participé au séminaire, représentant 12 pays, trois instituts de recherche nationaux et neuf agences. Outre la participation de décideurs et d'experts sur les questions de décentralisation originaires de la région, ainsi que d'organismes internationaux et d'ONG, le séminaire a bénéficié de la présence de représentants de haut niveau de ministères de l'Éducation de plusieurs pays, dont le ministre d'État ougandais de l'Enseignement primaire, le ministre adjoint de l'Éducation, de la Science et de la Technologie du Kenya et les secrétaires et vice-secrétaires permanents du Botswana, de la Zambie, de Zanzibar et du Zimbabwe.

Les discussions ont porté sur les thèmes suivants : pilotage de la qualité de l'éducation, gestion des ressources financières et humaines au niveau des bureaux locaux d'éducation, et relations avec les autorités centrales et du district. Les participants ont adopté des résolutions politiques visant à améliorer l'efficacité des bureaux locaux d'éducation dans un contexte décentralisé.

Les participants sont arrivés à la conclusion que pour assurer le succès de la décentralisation, les bureaux locaux d'éducation doivent être davantage proactifs et à même de mener une réflexion stratégique. Leur autonomie dans certaines décisions (utilisation de leurs ressources, par exemple, ou développement des capacités de leur personnel) doit être renforcée et leur implication dans l'élaboration des politiques locales et nationales, encouragée. ■

Les défis du financement de l'éducation de base – Forum des politiques éducatives 2010

Le Forum des politiques éducatives 2010 se tiendra les 9 et 10 septembre prochains, à Paris

Ilona Genevois ▲ IIPE
i.genevois@iiep.unesco.org

Combien les familles doivent-elles payer pour l'éducation ? Comment lever les obstacles économiques à l'éducation ? L'éducation privée peut-elle et doit-elle bénéficier d'un appui du gouvernement ? Quels sont les types de partenariats public/privé (PPP) susceptibles de contribuer au développement quantitatif et qualitatif de l'éducation de base ?

Toutes ces questions prouvent qu'il est impossible d'améliorer l'équité de l'éducation sans les politiques de financement adaptées. L'IIPE étudie actuellement le rôle des dépenses des ménages, les politiques

de gratuité et les PPP pour alimenter le prochain Forum des politiques éducatives sur « Les défis du financement de l'éducation de base : repenser l'implication du secteur privé ».

Des participants de nombreux pays représentant différents systèmes d'éducation côtoieront à cette occasion des chercheurs de renom, des membres de groupes de réflexion et des décideurs. Comme lors des précédents forums, cette manifestation de deux jours permettra aux décideurs et aux planificateurs de ministères et d'autres institutions d'échanger

des informations et de s'exprimer sur ces questions.

Des sessions plénières seront organisées autour des quatre thématiques suivantes :

- dépenses des ménages et obstacles économiques à l'éducation ;
- politiques de gratuité de l'enseignement primaire ;
- offre privée d'éducation dans l'enseignement fondamental ;
- PPP pour l'éducation de base.

Ces discussions ainsi que des séances de travail permettront aux participants d'aborder en profondeur toutes ces questions. ■

Une nouvelle offre plus souple de formation

Les programmes intégrés résidentiels et à distance de l'IIPE



© IIPE

Nouvelles des anciens stagiaires de l'IIPE

Promotions

Simão PINDA, Angola (1995), a été nommé ministre de l'Éducation.

Lerato Matiisetso Ruth MOLEKO, Lesotho (2008-2009), a été nommée responsable principal du suivi et de l'évaluation, Millennium Challenge Account (MCA).

Aníbal BAR, Argentine (IIPE-BA 2004), a été nommé directeur de la planification de l'éducation et de la recherche au ministère de la Culture et de l'Éducation de la Province de Corrientes.

Francis Kablan BOUAH, Côte d'Ivoire (2008-2009), a été nommé directeur de la direction de l'Informatique, de la Planification, de l'Évaluation et des Statistiques (DIPEs) du ministère de l'Éducation nationale.

Pour plus d'informations

sur les anciens stagiaires de l'IIPE, rejoignez le réseau des anciens : alumni-anciens@iiep.unesco.org

Dominique Altnér ▲ IIPE
d.altner@iiep.unesco.org

L'IIPE étoffe son offre de formation grâce à une nouvelle approche modulaire. Ses programmes d'apprentissage à distance et hybrides destinés aux praticiens de l'éducation dans les ministères et les agences d'aide marient apprentissage sur Internet, formation résidentielle interactive et application sur le lieu de travail. Le système de crédits et de certification pour obtenir un diplôme ou un master est en cours de révision, dans l'optique de créer des passerelles entre les programmes à distance de l'Institut, les programmes résidentiels organisés à Paris (Programme de formation approfondie [PFA] et Programme des cours spécialisés) et à Buenos Aires (Cours régional de formation) et les universités d'accréditation.

Premiers bénéficiaires de cette nouvelle stratégie modulaire, certains stagiaires ont choisi d'achever le programme en deux à quatre ans, en accumulant des crédits. D'autres ont intégré la phase de spécialisation du PFA pour préparer leur master, après avoir suivi le programme à distance d'un an de l'IIPE sur « La planification du secteur de l'éducation ».

Les pays d'Afrique hispanophone et lusophone bénéficient désormais d'une nouvelle option : à compter de cette année, leurs stagiaires peuvent suivre le programme du tronc commun en espagnol ou en portugais dans les locaux de

l'IIPE-Buenos Aires puis venir, s'ils le souhaitent, passer un diplôme ou un master à Paris.

Ce développement de l'offre à distance de l'IIPE devrait nettement augmenter l'accès aux programmes de renforcement des capacités de l'Institut en 2010 et 2011. Le module « Planification du secteur de l'éducation » est proposé en partenariat avec des instituts nationaux de formation de plusieurs pays d'Afrique anglophone. En 2010 et 2011, 11 formations de courte durée certifiées seront organisées à distance ou selon un enseignement bimodal.

Les dispositifs modulaires à distance et résidentiels offrent de meilleures opportunités de formation à ceux qui cherchent à se remettre à niveau sans quitter leur travail. Ministères de l'Éducation, de la Planification et des Finances, ONG, agences d'aide, instituts locaux de formation ou encore universités – tous comprennent l'intérêt de former un grand nombre de personnes in situ afin de résoudre le problème urgent du développement des capacités institutionnelles. La pertinence et l'application directe des programmes dans les contextes institutionnels, conjuguées à la possibilité de poursuivre leur formation à l'IIPE ou dans les universités d'accréditation, sont de puissantes incitations pour les participants à s'inscrire et à aller au terme de ce programme de formation très complet. ■

Le Japon : un bailleur de fonds important

En 2009-2010, le Gouvernement du Japon est devenu le premier bailleur de fonds du PFA, en finançant six bourses de formation pour des fonctionnaires de ministères de l'Éducation dans des pays d'Afrique et d'Asie.

Programme d'activités

Mai

10-20 mai 2010

Voyage d'étude du PFA en République de Corée

Trente et un professionnels de l'éducation, originaires de pays en développement et participant au PFA se sont rendus en République de Corée, accompagnés de trois membres de l'IIPE, pour étudier le système éducatif du pays et les réformes récemment adoptées. Avec le parrainage du Gouvernement coréen.

Contact : n.frederic@iiep.unesco.org

Juin

28 juin – 9 juillet 2010

Université d'été de l'IIPE : Méthodes quantitatives pour le pilotage et l'évaluation de la qualité de l'éducation

Paris, France.

Contact : m.saito@iiep.unesco.org

Juillet

Juillet 2010

Lancement du Programme régional de formation (RTC) de trois mois de l'IIPE-Buenos Aires, ouvert depuis cette année à des stagiaires originaires d'Amérique latine et de pays d'Afrique hispanophone et lusophone.

Contact : debora@iiep-buenosaires.org.ar

19-23 juillet 2010

Atelier régional : La restructuration des établissements d'enseignement supérieur en Asie

Bali, Indonésie

Organisé par l'IIPE, en collaboration avec le bureau de

l'UNESCO à Bangkok et l'Institut régional pour l'enseignement supérieur et le développement (IRESD) de l'Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-est (OMEASE), Bangkok (Thaïlande).

Contact : nv.varghese@iiep.unesco.org

Septembre

9-10 septembre 2010

Forum des politiques éducatives : Les défis du financement de l'éducation de base : repenser l'implication du secteur privé (cf. page 13)

Paris, France.

Date limite d'inscription : 6 août 2010

Contact : i.genevois@iiep.unesco.org

6 septembre – 30 octobre 2010

Cours à distance : Les statistiques pour la planification de l'éducation

Destiné à des équipes nationales d'au moins cinq planificateurs ou statisticiens travaillant sur l'éducation de base, ce cours abordera les mesures statistiques et les indicateurs fondamentaux de couverture, d'efficacité interne et de financement qui servent à planifier l'éducation.

Langue : anglais

Contact : stattools@iiep.unesco.org

27 septembre – 19 novembre 2010

Cours à distance : L'analyse des coûts dans l'éducation

Ce cours s'intéressera aux concepts et techniques de base utilisés pour concevoir des analyses du financement de l'éducation, comme les implications financières d'un plan de développement, la programmation budgétaire, etc.

Langue : anglais

Contact : d.oulai@iiep.unesco.org

Réunion du Groupe international de travail sur l'éducation (GITE)

7-8 juin 2010, Stockholm (Suède)

N.V. Varghese pour le secrétariat du GITE

nv.varghese@iiep.unesco.org

Créé en 1972, le GITE est l'un des plus anciens réseaux interagences, dont l'objectif est de permettre aux partenaires du développement d'échanger des informations et de travailler ensemble sur les problèmes d'éducation. Le GITE fonctionne avec un comité de planification et un secrétariat. Sont membres du comité : l'Agence suédoise pour le développement international (Asdi), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), le Département du développement international (DFID), la Fondation Aga Khan, l'UNESCO, l'UNICEF et l'USAID. L'IIPE assure le secrétariat du GITE.

Le Groupe se réunit en moyenne tous les 18 mois pour discuter de questions d'intérêt commun relatives à la coopération internationale dans le domaine de l'éducation. En 2010, la réunion du GITE, accueillie par l'Asdi, s'est tenue à Stockholm les 7 et 8 juin, au moment où les pays pauvres se battent pour atteindre les objectifs du Millénaire pour

le développement et où les pays développés s'efforcent de sortir de la crise financière mondiale et de préserver les niveaux d'aide publique. Les discussions ont donc porté sur les stratégies de financement de l'éducation, en tenant compte des implications de la réussite de l'Éducation pour tous (EPT) dans les niveaux post-primaires mais aussi de la répercussion de la crise financière sur les dépenses publiques d'éducation.

Les orateurs invités ont abordé la question à la fois sous l'angle mondial et à partir de scénarios régionaux, en s'attachant en particulier à la situation en Afrique et en Asie. Des représentants de partenaires du développement sont également intervenus. Plusieurs séances de travail ont été prévues, sur la dépendance de l'éducation dans les pays en développement vis-à-vis de l'aide, sur la stratégie de la Banque mondiale en matière d'éducation pour les dix ans à venir, sur les transitions progressives observées dans l'éducation (intervention de la Fondation Aga Khan), et sur les solutions novatrices de financement (ministère français des Affaires étrangères). ■

Publications de l'IPE

Toutes les publications de l'IPE sont téléchargeables gratuitement :
www.iiep.unesco.org/information-services/publications

Nouvelle collection de l'IPE : « Repenser le développement des capacités »

Série d'études de l'IPE sur le développement des capacités proposant des politiques et des stratégies à la fois novatrices et pertinentes. On y trouve des analyses par pays, des rapports, des documents thématiques et des études de cas.



Without capacity, there is no development

par Anton De Grauwe, 2009, 155 p.

Synthèse reprenant les conclusions des études menées par l'IPE/UNESCO qui démontre la complexité du développement des capacités : les contraintes ne sont pas seulement liées au manque de compétences mais aussi à tout un faisceau de facteurs interconnectés (développement organisationnel, changement). L'auteur propose un aperçu des stratégies et des principes pouvant guider tous les acteurs concernés. Prix : 12€

Capacity development in educational planning and management: Learning from successes and failures

par Steven J. Hite et Anton De Grauwe, 2009, 69 p.

Les auteurs reviennent sur les opinions exprimées lors d'un débat international qui s'est tenu à l'IPE en 2008 sur la planification et la gestion de l'éducation. Ils mettent en exergue les stratégies et avancent un certain nombre de recommandations. Prix : 12€

Learning purposefully in capacity development: Why, what and when to measure?

Article de synthèse préparé pour l'IPE par Alfredo Ortiz et Peter Taylor, Institute of Development Studies, R.-U., 2009, 50 p.

Ce document envisage de nouvelles approches pour évaluer l'impact du développement des capacités. **Publication électronique**

Capacity development in education planning and management in fragile states

par Lynne Bethke, 2009, 34 p.

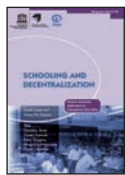
Ce document analyse les défis que rencontrent différents types d'États fragiles, présente certains dilemmes vécus par les acteurs sur le terrain et propose des solutions pour les surmonter. **Publication électronique**

Pour d'autres études et informations sur les « stratégies de développement des capacités », consulter le site web de l'IPE : www.iiep.unesco.org/fr/developper-les-capacites/capacity-development-strategies/range-of-studies.html

Réformer la gestion pour l'EPT

École et décentralisation : résultats d'une recherche en Afrique francophone de l'Ouest

par Candy Lugaz et Anton De Grauwe, 2006, 144 p. Également disponible en anglais (2010).



Ce travail s'appuie sur une recherche de terrain approfondie, menée dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest : le Bénin, la Guinée, le Mali et le Sénégal. Il identifie les défis rencontrés au niveau local ainsi que les initiatives engagées pour recenser les bonnes pratiques. Pour les auteurs, la décentralisation n'implique pas que l'État abandonne le contrôle, mais qu'il apporte davantage de soutien avec davantage d'équité. Prix : 12€

Coûts et financement de l'éducation

Education budgeting in Bangladesh, Nepal and Sri Lanka

Dirigé et coordonné par Dramane Oulai et Isabel Da Costa, 2009, 278 p.

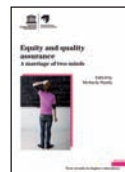


L'éducation absorbe une part significative du budget national d'un pays. Face à des ressources publiques limitées, la gestion efficace des moyens financiers et du processus de mise en œuvre des budgets permet aux ministères de l'Éducation de se focaliser sur les objectifs et de développer les systèmes éducatifs. L'ouvrage présente les expériences de trois pays d'Asie du Sud – le Bangladesh, le Népal et le Sri Lanka – ainsi que des recommandations pour améliorer les procédures budgétaires. Prix : 12€

Nouvelles tendances dans l'enseignement supérieur

Equity and quality assurance: A marriage of two minds

Sous la direction de Michaela Martin, 2010, 220 p.



Les décideurs doivent formuler des politiques globales d'enseignement supérieur qui soient à la fois cohérentes et efficaces. L'équité et la qualité sont deux thèmes anciens et pourtant dissociés dans les ordres du jour politiques relatifs à l'enseignement supérieur. L'ouvrage évalue la possibilité de réunir ces deux préoccupations et les conditions pour y parvenir. L'ouvrage réunit des contributions de pays aussi différents que l'Afrique du Sud, l'Australie, le Brésil et l'Inde qui mettent en perspective des relations entre politiques d'équité et systèmes d'assurance qualité. Prix : 12€

IPE Buenos Aires www.iiep-buenosaires.org.ar

Políticas educativas y territorios. Modelos de articulación entre niveles de gobierno

IPE Buenos Aires, 2010, 264 p.



Ouvrage étudiant les politiques d'éducation et les modèles de coordination entre différents niveaux de gouvernements en Argentine, au Brésil, au Canada, en Colombie et au Mexique. Trois thèmes sont passés en revue : la gouvernance des systèmes éducatifs et ses implications ; la profession enseignante ; l'allocation des moyens financiers.

Pour commander les publications de l'IPE : info@iiep.unesco.org